

Contexte et sélection des ASBL d'éducation permanente en FWB

La Fédération Wallonie-Bruxelles reconnaît actuellement environ **280 associations** d'éducation permanente (EP) dans le cadre du décret de 2003 ¹. Ces associations, sans but lucratif, contribuent à la **formation critique des citoyens adultes** en développant la conscience des réalités sociales, la capacité d'analyse et la participation active à la vie culturelle, sociale, économique et politique ². Elles couvrent un large éventail de **thématiques** – de l'alphabétisation à la citoyenneté, en passant par l'environnement, le numérique, l'inclusion sociale ou l'éducation aux médias. Pour cet aperçu, nous avons retenu quelques-unes des **ASBL les plus actives et reconnues** en Fédération Wallonie-Bruxelles, sur base de leur reconnaissance officielle, visibilité et impact social. Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques de cette sélection, suivie d'un texte explicatif comparant leurs thématiques, activités, publics cibles, rayonnement et modes de financement.

Association	Thématiques	Activités	Public(s) cible(s)	Rayonnement	Financement
Lire et Écrire (mouvement wallon et bruxellois)	Alphabétisation des adultes, inclusion sociale, citoyenneté	Cours d'alphabétisation, formations de formateurs, publications (analyses, journal), campagnes de sensibilisation ³	Adultes peu scolarisés (illettrisme), personnes allophones ou en difficulté face à l'écrit	Réseau régional (8 régionales en Wallonie + Bruxelles) ³ ; actions locales	Subsides publics (contrats-programmes FWB – axes ³ ; conventions avec Région ⁵), appui d'insertion,
Présence et Action Culturelles (PAC)	Citoyenneté, culture, justice sociale (mouvement écosocialiste)	Animations et débats publics, formations (Université populaire, etc.), publications (Cahiers d'EP, analyses), campagnes sociopolitiques ⁶	Adultes (grand public), milieu associatif, volontaires locaux (200 sections)	National (FWB) – 12 régionales et ~200 groupes locaux, plus grand mouvement EP de FWB ⁷	Subsides publics (Ministère FFWB Culture, contrats-programmes), soutien du mouvement (parti historique, mutualités, autofinancement (activités))

Association	Thématiques	Activités	Public(s) cible(s)	Rayonnement	Financeme
Ligue des familles	Droits des familles, parentalité, conditions de vie (pluraliste)	Information (magazines <i>Le Ligueur</i> et <i>Le Ligueur Junior</i>), services concrets aux parents (bourses d'échange, cartes familles nombreuses, etc. ⁹ ¹⁰), études et enquêtes, plaidoyer politique auprès des pouvoirs publics, projets et événements d'éducation permanente (débat, Prix de littérature jeunesse, etc. ¹¹)	Parents et familles de tous milieux, volontaires locaux (dans de nombreuses communes)	Communautaire (présence en Wallonie et Bruxelles, réseau de volontaires couvrant de nombreuses communes ¹²)	Cotisations membres (abonnement magazine), subsides p (reconnue e soutenue p COCOF, rég Loterie Nat ¹³ pour se projets EP), partenariat
Ligue des droits humains (LDH)	Droits humains, démocratie, état de droit	Actions de sensibilisation grand public (ex. Festival des Libertés), campagnes et mobilisations, analyses juridiques et publications sur les droits fondamentaux ¹⁴ , éducation aux droits (outils pédagogiques, interventions scolaires), plaidoyer et recours juridiques	Grand public (citoyens adultes et jeunes), milieu éducatif, décideurs politiques	National (ASBL francophone depuis 1978, pendant néerlandophone : Liga voor Mensenrechten ¹⁵ ; collaborations internationales)	Dons et cot des membr subsides F pour les an activités éd appuis pon (fondations pouvoirs pu

Association	Thématiques	Activités	Public(s) cible(s)	Rayonnement	Financement
Vie Féminine (mouvement des femmes)	Égalité femmes-hommes, droits des femmes, inclusion sociale des femmes	Animation de groupes locaux de femmes (lieux de rencontre non mixtes), formations (alphabétisation, compétences de base, leadership...), actions de sensibilisation (campagnes contre la précarité, violences, racismes), accompagnement social, revendications politiques féministes collectives ¹⁶ ¹⁷	Femmes de tous milieux (notamment femmes précarisées, migrantes), animatrices locales bénévoles	Régional (vaste réseau en Wallonie et Bruxelles, avec régionales dans chaque province et à Bruxelles ¹⁸ ¹⁹)	Subsides p (reconnue FFWB, soutien d'autres po publics pou égalité), cot des membr bénévolat, partenariat (mutualités
CESEP (Centre socialiste d'éducation permanente)	Formation socioprofessionnelle, citoyenneté numérique, médias alternatifs	Formations pour adultes (notamment initiations en informatique, bureautique et gestion dès 1981 ²⁰), formation de bénévoles associatifs, accompagnement de projets collectifs, publications critiques (analyses socio-politiques, outils pédagogiques) ²¹ ²²	Demandeurs d'emploi et travailleurs en reconversion (formations IT), acteurs du secteur associatif (formations militantes), tout adulte souhaitant se former	Régional (ancré en Brabant Wallon à Nivelles, avec rayonnement vers Bruxelles/ Wallonie via partenariats)	Subsides p (formations gratuites g soutien pub FFWB – EP, R wallonne – insertion, e soutien du socialiste, p européens ponctuels

Association	Thématiques	Activités	Public(s) cible(s)	Rayonnement	Financement
CEMÉA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active)	Pédagogie active, éducation nouvelle, animation socio-culturelle	Formations d'animateurs jeunesse (brevets), formations continues pour enseignants et professionnels de l'enfance, stages et ateliers éducatifs, recherches pédagogiques et publications (revue <i>CEMEAction</i> , guides pédagogiques) ²⁴ ²⁵	Professionnels de l'éducation (animateurs, enseignant-e-s, puériculteurs...), bénévoles associatifs, adultes motivés par l'éducation active	National (organisation présente à Bruxelles et en Wallonie – reconnue comme association d'EP axe 2 par la FWB ²⁶ ; également Organisation de Jeunesse distincte)	Subsides FVB, axe formatif Jeunesse, formation continue), financements publics régionaux pour projets éducatifs, autofinancement par inscriptions stages
Inter-Environnement Wallonie (IEW)	Environnement, développement durable, participation citoyenne	Réseau fédératif de 150 associations environnementales, actions de plaidoyer environnemental (analyses critiques de politiques publiques, interpellations), campagnes de sensibilisation (mobilité, énergie, alimentation...), animation de groupes de travail thématiques, propositions de solutions innovantes pour la transition écologique ²⁷	Associations membres (ONG locales et régionales), grand public sensibilisé via campagnes, pouvoirs publics (partenaires ou cibles du plaidoyer)	Régional (Wallonie et Bruxelles – interventions du local à l'international via ses membres ²⁸)	Subsides publics (reconnue en tant que ASBL pour la qualification de son travail), soutien de la Région Wallonie pour projets environnementaux, cotisations des associations membres, subventions ponctuelles (européennes)

Analyse comparative des forces et spécificités de chaque ASBL

Lire et Écrire se distingue par son **réseau décentralisé dédié à l'alphabétisation** des adultes peu scolarisés. Fort d'une coordination communautaire et de multiples antennes régionales, ce mouvement bénéficie d'une reconnaissance officielle couvrant l'ensemble des axes de l'éducation permanente (formation de base, formation des acteurs, analyses, sensibilisation) ³. Sa force réside dans son expertise pédagogique en matière d'**illettrisme** et son ancrage local : il forme des formateurs, publie le *Journal de l'alpha* et mène des campagnes de sensibilisation sur l'illettrisme. Son impact social est majeur sur l'**inclusion** des publics précarisés, faisant de l'apprentissage de la lecture-écriture un levier

d'émancipation citoyenne. Grâce à des financements publics combinés (Communauté française, Régions...), Lire et Écrire déploie des cours et ateliers essentiellement **gratuits**, ce qui garantit l'accessibilité de ses activités au public visé ⁴ ⁵ .

Présence et Action Culturelles (PAC) est pour sa part le **principal mouvement d'éducation populaire** en Fédération Wallonie-Bruxelles, avec une présence capillaire de bénévoles (200 sections locales) coordonnée par 12 régionales ⁷ . Issu du mouvement ouvrier socialiste, il reste indépendant structurellement tout en collaborant étroitement avec l'ensemble du **pilier associatif socialiste** (FGTB, mutuelles, associations culturelles) ⁸ . PAC mise sur la **culture et le débat public** pour promouvoir la justice sociale, l'égalité et la solidarité. Sa spécificité est d'« **agir par la culture** » pour développer l'esprit critique des citoyens face aux inégalités de la société contemporaine ²⁹ . Concrètement, PAC organise des événements participatifs (animations, débats, festivals), propose des formations (Université populaire, modules pour animateurs/trices, etc.) et publie réflexions et analyses (*Cahiers de l'Education permanente*, dossiers thématiques). Il conduit également des **campagnes de sensibilisation** d'envergure (ex.: *Terre d'asile* sur le droit des migrants, *Marchés de l'égalité* sur l'égalité des chances) ³⁰ . La **force de PAC** tient à son maillage territorial et à sa capacité fédérative : il mobilise un vaste réseau de citoyens autour de valeurs écosocialistes communes (égalité, laïcité, fraternité) ³¹ . Financé principalement par un contrat-programme culturel de la FWB (subsidés structurels) et secondé par les organisations du mouvement social, PAC dispose d'une équipe professionnelle (une cinquantaine de travailleurs) tout en valorisant l'engagement bénévole à la base.

La Ligue des familles représente un autre pilier important, centré sur les **droits et intérêts des familles**. Mouvement pluraliste fondé il y a plus d'un siècle, elle s'est imposée comme le « **syndicat des parents** » en Belgique francophone. Son approche combine services pratiques aux familles et action politique. D'une part, la Ligue offre de nombreux **services concrets** facilitant la vie familiale : un magazine de référence (*Le Ligueur* et son pendant pour jeunes parents) diffuse informations et conseils, des bourses d'échange de vêtements/jouets sont organisées localement, et des avantages financiers (carte familles nombreuses, tarifs réduits, petites annonces gratuites, etc.) sont mis à disposition des membres ⁹ ¹⁰ . D'autre part, forte de centaines de volontaires actifs sur le terrain ¹² , elle mène des **combats revendicatifs** pour des politiques publiques plus favorables à la parentalité (congrés parentaux, accueil de la petite enfance, gratuité scolaire, équilibre travail-famille, etc.). La Ligue des familles utilise aussi les outils de l'éducation permanente : elle organise par exemple des **débats critiques et participatifs** avec les parents et experts, et remet chaque année un **Prix de littérature jeunesse** très populaire, afin de promouvoir la lecture et l'ouverture citoyenne dès le plus jeune âge ¹¹ . Sa force réside dans sa **double légitimité** : à la fois fournisseur de services de proximité et porte-voix politique des familles auprès des autorités. Son financement mixte (cotisations d'un large bassin d'adhérents et subsidés de la FWB, de la COCOF, des Régions, ainsi que du secteur public comme la Loterie Nationale ¹³) lui assure une autonomie de parole tout en pérennisant ses activités d'utilité sociale.

La Ligue des droits humains (LDH) incarne, quant à elle, la **vigilance citoyenne en matière de droits fondamentaux**. Organisation centenaire née de la Ligue des Droits de l'Homme, elle s'engage « en toute indépendance du pouvoir politique » pour défendre les libertés et l'égalité ³² . La LDH a pour spécificité de lier le **travail juridique** (analyses de lois, interventions en justice, aide aux victimes d'abus) à une démarche d'éducation permanente orientée vers le grand public. Reconnue comme association d'EP, elle **sensibilise le plus large public possible aux enjeux des droits humains et de la démocratie**, pour que chaque citoyen.ne devienne acteur/actrice de ses propres droits ¹⁴ . Dans cette optique, la LDH produit régulièrement des **analyses accessibles** (dossiers thématiques sur la justice, la surveillance numérique, le droit d'asile, etc.), organise des conférences et débats (par ex. autour de la laïcité, de la lutte contre l'extrême droite, etc.), et coordonne des campagnes emblématiques. Son partenariat annuel avec *Bruxelles Laïque* pour le **Festival des Libertés** en octobre en est un exemple

marquant, mêlant culture et plaidoyer pour sensibiliser des milliers de participants aux menaces pesant sur les droits civils ³³. La force de la LDH réside dans son **expertise pointue** combinée à une **capacité de mobilisation citoyenne**. Son rayonnement dépasse la FWB, avec un réseau international via la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme. Financièrement, l'ASBL fonctionne grâce aux **adhésions et dons de ses membres-soutiens**, complétés par des **subsidés publics** liés à son agrément EP (soutien de la FWB pour la production d'analyses, par exemple) et par des subventions de projets spécifiques. Cette indépendance financière relative garantit sa liberté de parole pour dénoncer toute atteinte aux droits (quel que soit le gouvernement en place).

Vie Féminine représente le **mouvement d'éducation permanente féministe** historique en Belgique francophone. Née il y a 100 ans dans le giron du Mouvement Ouvrier Chrétien, elle regroupe aujourd'hui des femmes de tous âges et origines en Wallonie et à Bruxelles au sein d'un **vaste réseau local** ¹⁹. Sa mission fondamentale est de **combattre les inégalités de genre et toutes les formes de précarité qui frappent les femmes**, afin de construire une société plus égalitaire et solidaire ³⁴. Pour ce faire, Vie Féminine déploie une **méthode d'éducation permanente participative et non-mixte** : dans ses groupes locaux et espaces femmes, les participantes peuvent **prendre la parole, échanger leurs expériences, prendre conscience des discriminations** qu'elles subissent et s'organiser pour les surmonter ³⁵. Ce travail de terrain débouche sur des **actions collectives** (campagnes contre les violences faites aux femmes, marches pour les droits sociaux, etc.) et sur l'**élaboration de revendications politiques** portées auprès des décideurs. Parallèlement, Vie Féminine propose des **formations adaptées** aux besoins de son public : cours d'alphabétisation et de français pour des femmes immigrées, ateliers d'émancipation économique, formations au leadership féminin, etc. Son approche pédagogique est résolument **féministe et émancipatrice**, développant l'**autonomie des femmes** et la sororité. La force de Vie Féminine tient à ce maillage communautaire très ancré (présence dans les quartiers via des animatrices bénévoles formées) et à sa capacité de faire entendre la voix des femmes **les plus précarisées** dans le débat public. Reconnue et subventionnée au titre de l'éducation permanente (axes 1 et 3 notamment) ³⁶, elle bénéficie aussi de soutiens publics liés aux politiques d'égalité des chances (par exemple via l'Institut pour l'égalité femmes-hommes ou des appels à projets régionaux). Ses ressources proviennent enfin de partenariats avec d'autres composantes du mouvement féministe ou du monde chrétien (mutuelles, associations familiales), ainsi que de ses propres membres.

CESEP (Centre Socialiste d'Éducation Permanente) illustre une autre facette du secteur : celle des **centres de formation pour adultes** alliant compétences techniques et conscientisation citoyenne. Basé à Nivelles, le CESEP inscrit son action dans la tradition de l'éducation ouvrière socialiste, avec pour mission originelle de former des citoyens actifs et engagés "dans une perspective progressiste" ²¹. Historiquement, il a été l'un des pionniers de la **formation en informatique** ouverte à tous dès le début des années 1980 ²⁰, anticipant le besoin de maîtrise du numérique. Aujourd'hui, le CESEP continue d'offrir aux demandeurs d'emploi des **formations qualifiantes gratuites** en bureautique, multimédia, gestion associative, etc., grâce au soutien des pouvoirs publics ²³. Parallèlement, il propose aux acteurs du secteur associatif et socio-culturel des formations à la **citoyenneté critique** : par exemple, des ateliers sur les médias alternatifs (outils collaboratifs, alternatives aux GAFAM...), sur la gestion de projets collectifs, ou encore sur les enjeux politiques et économiques contemporains ³⁷ ³⁸. Le CESEP se caractérise ainsi par ses **deux pôles d'activité complémentaires** : (1) **un pôle « formation & accompagnement »**, tourné vers la transmission de savoir-faire (informatiques, communication, gestion) et le soutien méthodologique aux initiatives locales ; et (2) **un pôle « analyse & publication »**, produisant des études critiques et des outils pédagogiques alimentés par l'observation de terrain ²² ³⁹. Ce va-et-vient entre pratique et réflexion est au cœur de son approche, afin de "valoriser les compétences des acteurs sociaux et culturels" tout en questionnant les modèles établis ⁴⁰. La **force du CESEP** réside dans cette spécialisation alliant **émancipation individuelle** (remise à niveau numérique, validation de compétences) et **émancipation collective** (conscience politique,

renforcement du tissu associatif). Son financement est en grande partie public : il bénéficie du soutien du Service public de l'Emploi (pour ses formations qualifiantes agréées ISP/CISP) et du ministère de la Culture FWB (reconnaissance EP axe 3 pour ses analyses), en plus de subsides régionaux ou européens ponctuels. S'ajoute l'appui du **mouvement socialiste** (partenariats avec d'autres ASBL de l'Action commune), ce qui lui assure une stabilité institutionnelle et une cohérence idéologique.

Les CEMÉA représentent un acteur-phare dans le domaine de l'**innovation pédagogique**. Mouvement d'éducation nouvelle né en France et implanté en Belgique depuis 1947, les CEMÉA défendent une éducation « active » fondée sur l'expérimentation, la créativité et la participation de chacun ⁴¹. En FWB, l'ASBL CEMÉA-EP est reconnue en **axe 2 (formation)** du décret EP ²⁶ et se consacre à la **formation des animateurs et éducateurs** amenés à encadrer des jeunes. Sa principale plus-value est la **qualité de ses formations** : les CEMÉA organisent par exemple des **stages intensifs** pour futurs animateurs de centres de vacances (avec obtention d'un brevet officiel), des modules de spécialisation (animation de rue, animation extrascolaire, etc.) ²⁵, ainsi que de nombreuses formations continues à destination des **enseignants** du primaire et du secondaire (gestion de la classe, éducation à la démocratie à l'école, égalité des genres en milieu scolaire, etc. ⁴² ⁴³). L'ASBL agit en complémentarité avec son **Service de Jeunesse** associé, de sorte à couvrir tous les âges de la formation socio-culturelle ⁴¹. Outre la formation, les CEMÉA produisent des **publications pédagogiques** de référence (revue *CEMEAction*, guides et dossiers thématiques) qui diffusent largement leurs méthodes. Ils mènent aussi des **recherches-actions** en partenariat avec les pouvoirs publics – par exemple, ils ont contribué à l'élaboration du référentiel de qualité des milieux d'accueil de l'enfance, ou évalué des plans d'actions droits de l'enfant ⁴⁴. La force des CEMÉA tient à leur rôle de **laboratoire d'expériences éducatives** : leur démarche inspire l'ensemble du secteur socio-culturel en promouvant des pratiques plus participatives, inclusives et ludiques dans l'animation. Présents sur tout le territoire (Bruxelles + 5 provinces), ils touchent un **public professionnel** varié (animateurs de jeunesse, enseignants, puéricultrices, travailleurs associatifs), ce qui leur confère un impact multiplicateur (chaque personne formée pouvant à son tour diffuser ces approches auprès des jeunes). Côté financement, les CEMÉA combinent plusieurs sources publiques : le **contrat-programme EP** de la FWB (pour leur mission de formation permanente) ²⁶, des agréments comme opérateur d'insertion socioprofessionnelle (à Bruxelles) ou de formation continuée des enseignants (via l'IFC), ainsi que des subventions de la Fédération Wallonie-Bruxelles en tant qu'Organisation de Jeunesse. Cette pluralité de mandats assure leur pérennité tout en témoignant de la reconnaissance institutionnelle de leur expertise.

Inter-Environnement Wallonie (IEW) représente enfin un exemple d'association d'EP œuvrant sur le terrain de l'**écologie et de la participation citoyenne**. Créée en 1974, IEW est la **fédération** qui rassemble plus de 150 associations environnementales actives du niveau local à international ²⁷. Son rôle central est de faire le **lien entre ces acteurs de terrain et les instances décisionnelles** régionales, en portant une voix commune pour la protection de l'environnement. IEW est reconnue pour la qualité de son travail d'éducation permanente, qui se manifeste par un double axe : le **suivi critique des politiques publiques** d'une part, et la **proposition de solutions concrètes et innovantes** d'autre part ⁴⁵. En pratique, la fédération coordonne des **groupes de travail thématiques** (mobilité durable, énergie/climat, santé-environnement, agriculture/alimentation, aménagement du territoire, etc.) où des experts associatifs échangent et produisent des analyses partagées. Elle publie régulièrement des **études et dossiers** à destination du grand public et des élus, afin d'éclairer les enjeux écologiques et de formuler des recommandations (par exemple sur la qualité de l'air, la biodiversité, la gestion des déchets, etc.). En parallèle, IEW initie des **campagnes citoyennes** pour sensibiliser et mobiliser (p.ex. actions « Sign for my Future » sur le climat, colloques participatifs sur la transition écologique...). Elle accompagne également ses associations membres pour renforcer leurs capacités (formations, conseils juridiques, mise en réseau). La **force d'IEW** réside dans son **pouvoir de fédération** : elle peut revendiquer de représenter un large mouvement citoyen (plus de 100 000 membres cumulés via ses associations) et ainsi peser dans le débat public en toute légitimité. Son impact se fait sentir par des

avancées en matière de législation environnementale en Wallonie (où elle est régulièrement consultée en tant que partenaire institutionnel) et par la montée en compétence du tissu associatif écologique. En termes de financement, IEW bénéficie structurellement d'un **contrat-programme avec la Wallonie** (subside annuel depuis sa création, reconduit via une convention) qui couvre son rôle de coupole associative ⁴⁶. De plus, en tant qu'ASBL reconnue en éducation permanente par la FWB, elle obtient un soutien pour ses activités d'analyse et de sensibilisation citoyenne ⁴⁷. Ses autres ressources proviennent de **subsidés ponctuels** d'autres pouvoirs publics (projets financés par l'Europe ou les Régions sur des thèmes spécifiques) et de **recettes propres** liées à ses services (études, animations commandées) ⁴⁷. Cette diversité financière lui assure une certaine autonomie tout en reflétant la confiance des pouvoirs publics dans son expertise.

En synthèse, le secteur de l'éducation permanente en Wallonie-Bruxelles est riche et diversifié, comme en témoignent ces associations phares aux **spécificités complémentaires**. Chacune répond à des enjeux sociétaux distincts – la lutte contre l'illettrisme, l'émancipation des femmes, la défense des droits humains, la transformation écologique, etc. – avec des **méthodes d'intervention variées** allant de la formation de base aux campagnes médiatiques, en passant par l'animation de terrain et la production de savoirs critiques. Leurs **forces respectives** tiennent tantôt à un **ancrage local massif** (PAC, Vie Féminine, Ligue des familles mobilisent de larges réseaux de volontaires), tantôt à une **expertise pointue** reconnue (LDH pour le droit, CEMÉA pour la pédagogie, CESEP pour le numérique, IEW pour l'analyse environnementale). Toutes partagent cependant une même vocation d'**émancipation et de participation citoyenne**, au cœur du décret de 1976 qui fonde l'éducation permanente ⁴⁸. Malgré leur grande diversité de publics cibles – des adultes peu qualifiés aux professionnels du secteur éducatif, des jeunes parents aux migrants en quête de droits – ces ASBL convergent vers un objectif commun : **renforcer le pouvoir d'agir collectif** pour une société plus démocratique, solidaire et critique. Notons que leur **mode de financement** reste largement tributaire des pouvoirs publics (via les contrats-programmes et subsides de la FWB, souvent complétés par des soutiens régionaux ou communaux), ce qui témoigne de la reconnaissance de leur utilité publique tout en les exposant aux contraintes budgétaires. Néanmoins, en se professionnalisant sans perdre leurs racines militantes, ces associations ont su innover et adapter leurs approches pédagogiques (par exemple, l'éducation **aux médias numériques** chez Média Animation pour développer l'esprit critique face aux réseaux sociaux, ou l'éducation **populaire à la mémoire** chez *Territoires de la Mémoire* pour lutter contre l'extrémisme). Chacune présente donc des **atouts spécifiques** – qu'il s'agisse de la proximité avec son public, de la capacité d'analyse, du maillage territorial ou de l'indépendance d'action – qui, mis en regard, donnent un panorama complet des dynamiques à l'œuvre dans l'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Sources : Fédération Wallonie-Bruxelles (Service de l'Éducation permanente) ⁴⁹ ¹ ; sites officiels et publications des associations citées – Lire et Écrire ³, PAC ⁷ ⁶, Ligue des familles ⁵⁰ ¹¹, Ligue des droits humains ¹⁴, Vie Féminine ¹⁹, CESEP ²¹ ²³, CEMÉA ²⁶, Inter-Environnement Wallonie ²⁷, etc. – ainsi que études sectorielles (revue *Démocratie*, FESEFA) pour les données d'ensemble ⁵¹ ¹.

¹ Education permanente - ADDE

<https://www.adde.be/services/education-permanente>

² ³ ⁴⁹ L'éducation permanente - Lire et Écrire

<https://lire-et-ecrire.be/L-education-permanente-13473>

⁴ ⁵ Alphabétisation - Emploi et Formation professionnelle en Wallonie

<https://emploi.wallonie.be/home/formation/alphabetisation.html>

6 7 8 29 30 31 PAC Baudour - Septem

<https://septem.stghislain.be/pac-baudour/>

9 10 11 12 13 50 La Ligue des familles | La Plateforme francophone du Volontariat

<https://www.levolontariat.be/group/la-ligue-des-familles>

14 15 32 Ligue des droits humains — Wikipédia

https://fr.wikipedia.org/wiki/Ligue_des_droits_humains

16 17 18 19 34 35 Vie Féminine

<https://www.viefeminine.be/qui-sommes-nous>

20 21 22 23 37 38 39 40 OpenMinds : CESEP

<https://www.openmindsproject.eu/?CeseP2&lang=pt>

24 25 26 41 42 43 44 CEMEA - Service d'Education Permanente - Belgique | Réseau IDée

<https://www.reseau-idee.be/fr/cemea-service-education-permanente-belgique>

27 28 45 Associations and non-governmental organisations - Inter-Environnement Wallonie |
Convention on Biological Diversity

<https://www.biodiv.be/links/associations-and-non-governmental-organisations-inter-environnement-wallonie>

33 Coups de cœur | La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation ...

<https://ligue-enseignement.be/taxonomy/term/91>

36 Féminisme et éducation permanente : conquête d'une autonomie

<https://www.cvfe.be/publications/analyses/261-feminisme-et-education-permanente-conquete-d-une-autonomie>

46 47 Lasbl | écoconso

<https://www.ecoconso.be/fr/content/lasbl>

48 51 Éducation permanente : pour ne pas marcher au pas

http://www.revue-democratie.be/index.php?option=com_content&view=article&id=606:education-permanente-pour-ne-pas-marcher-au-pas&catid=20&Itemid=33